Extract of Le Vénissian

http://levenissian.fr/2005-2015-Traite-Constitutionnel

2005-2015 Traité Constitutionnel européen c'est toujours Non !

- Vie politique -

Publication date: vendredi 22 mai 2015

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Il y a10 ans, le 29 mai 2005, le peuple français disait Non à la Constitution européenne, affirmant ainsi son refus d'une Europe supra nationale et sa volonté de conserver sa souveraineté dans le cadre national. Dans les villes populaires comme Vénissieux, le Non était très largement en tête !
[JPEG - 2.2 Mo]

Les gouvernements successifs ont bafoué le suffrage universel, Nicolas Sarkozy a volé leur Non aux Français et fait adopter le Traité par le parlement.

Après Masstricht et l'euro, le Traité Constitutionnel libérait la voie au patronat pour imposer la concurrence totale entre les salariés, délocaliser pour mieux exploiter le travail, marchandiser tous les aspects de la vie, faire exploser les cadres nationaux que s'étaient donnés les peuples, pour imposer reculs sociaux et démocratiques.

L'union Européenne avec l'Otan n'hésite pas à recourir à la guerre pour faire exploser des nations quand il y a des marchés à conquérir. L'Ukraine en est le dernier exemple.

L'UE, vendue au nom de l'amitié entre les peuples, a révélé son vrai visage, celui d'une puissance entièrement dévouée au patronat et financiers, qui laissent mourir des milliers de migrants à quelques encablures de ses côtes alors qu'elle a participé aux crises économiques et politiques qui embrasent leur pays.

En France, nous voyons fondre toutes nos conquêtes sociales héritées de décennies de luttes populaires et du Conseil National de la Résistance : retraites décentes, sécurité sociale, services publics...

L'égalité républicaine et la démocratie sont dans le collimateur. La dernière réforme des collectivités territoriales crée des très grandes régions et des « euro_métropoles » au nom de la nécessaire concurrence entre les territoires, si chers à l'Union européenne. La commune, base de la citoyenneté est attaquée tandis que ces nouveaux territoires se voient confier des missions jusque là de la responsabilité de l'Etat ouvrant la voie au détricotage de la nation.

Pour l'emploi ce sont les grands groupes et les fonds de pension mondialisés qui décident. Encore 591 suppressions de postes annoncés à RVI malgré 11 milliards de bénéfices réalisés par Volvo de 2001 à 2013 et redistribués pour l'essentiel aux actionnaires.

Oui, nous avions bien raison de refuser ce carcan du traité constitutionnel européen !
[PNG - 50.6 ko]

Les partis pro Union europeenne ont volé le NON au peuple et ils voudraient aujourd'hui nous enfermer dans une fausse alternative : soit le soutien aux politiques pro-européennes, soit l'extrême droite bleue marine du Front national, en fait le fascisme.

Ensemble, refusons cette impasse et faisons vivre une sortie de gauche du carcan de l'Union européenne pour reprendre les droits volés au peuple. C'est la meilleure arme contre la droite et le Front National, pour faire gagner une alternative à cette politique gouvernementale soumise au patronat et dure pour les peuples !

Avec toutes les forces du Non, des syndicalistes, des militants d'entreprise

Copyright © Le Vénissian